

Gel prolongé
Pas de tension
à craindre sur
la demande
d'électricité.

PAGE 5



21

mercredi 21 février 2018
www.lecho.be

L'ECHO

Jean Stéphenne
L'ancien patron de GSK
quitte la présidence
de TiGenix pour celle
de Bone Therapeutics.

PAGE 4



Lost generation
Le niveau de vie de la génération née
après 1980 fait du surplace.

PAGE 7

Les actionnaires seront gâtés en 2018 à Bruxelles

En même temps que la publication des résultats engrangés en 2017, les sociétés belges communiqueront dans les jours à venir la partie du bénéfice qu'elles alloueront à leurs actionnaires, au titre de dividendes. Ce mercredi, Ageas se prêtera à ce jeu, suivie ce jeudi d'UCB, Galapagos et KBC.

À voir les dividendes qu'une poignée de sociétés telles que Lotus Bakeries, Barco et Retail Estates ont déjà décaissés, tout porte à penser que l'année 2018 s'annonce prometteuse sur ce plan.

Les analystes paraissent partager ce sentiment. Ceux répertoriés par Bloomberg prévoient que sur les 20 membres qui composent le Bel 20, 15 sont en mesure de relever le montant de leur dividende. Un seul à peine devrait le réduire. Les hausses pourraient s'établir entre +3,4% et +20%.

P. 28

L'ASBL Gial dépensait des millions sans marchés publics

L'audit qui a mis le feu aux poudres relève du catalogue de manquements.

MATHIEU COLLEYN

C'est l'audit qui a mis le feu aux poudres. Il a d'abord mis au jour une consultation à 1.000 euros par jour bénéficiant à Michel Leroy, directeur de développement au sein de l'ASBL en charge de l'informatique de la Ville de Bruxelles. Mais cette étude poussée avait une portée bien plus large que ce seul cas particulier puisqu'elle a analysé l'ensemble des dépenses de Gial durant 13 mois, entre novembre 2015 et décembre 2016. Des dépenses d'un total de 16 mil-

lions d'euros environ, dont 13% furent engagés sans respecter la législation des marchés publics. L'Echo s'est à son tour penché sur cet audit qui ne cesse d'interpeller alors que l'opposition, se préparant pour le conseil communal de lundi prochain, réclame que ces informations lui soient communiquées.

Dans ce document d'une vingtaine de pages, on apprend que Gial a dépensé pour un demi-million d'euros en assurance-groupe sans mise en concurrence, ce qui est non conforme à la législation en matière

de marchés publics, dit le texte. On y apprend que même certaines petites dépenses pouvant normalement être exemptées d'une procédure de marché public peuvent poser problème. Le rapport évoque des marchés «escroqués artificiellement», ce qui est également interdit par la législation. Ressources humaines, consultations juridiques, fournitures informatiques, entretien de bâtiments, cartes-essence, fontaine d'eau et distributeurs de boissons, c'est le catalogue frappé du sceau «non conforme» par les auditeurs mandatés par Gial.

**Plus de 500.000 euros
d'assurance-groupe
sans mise en
concurrence.**

L'ASBL assure ne pas avoir attendu l'écoulement du scandale pour agir. Outre la fin du contrat de Michel Leroy, elle annonce en effet une importante vague de régularisations dans la gestion de ses dépenses. Des marchés vont être lancés tout au long de l'année dans tous les domaines précités afin de remettre l'ASBL bruxelloise dans les clous. Un grand ménage à la hauteur de manquements qui ne se limitent sans doute pas aux quelques mois passés à la loupe dans cet audit.

LIRE EN PAGE 3

Les pertes maxima au jeu pas respectées

Les montants maxima qu'un joueur peut perdre par heure au casino ou dans une salle de jeux n'ont pas été indexés en Belgique depuis 18 ans. Pas une raison pour chipoter dans les protocoles techniques afin de les relever... P. 16

1,75 %

La hausse des taux se profile. Hello bank!, filiale en ligne de BNPP Fortis, a relevé son taux hypothécaire fixe sur 20 ans à 1,75%, ce qui reste le meilleur taux officiel du marché.

P. 4

MARCHÉS

BEL 20	+0,41%	3.938,62	↑
EUROSTOXX 50	+0,80%	3.435,08	↑
DOW JONES	-1,01%	24.964,75	↓
EURO EN DOLLAR	-0,47%	1.2348	↓
TAUX BELGE (à dix ans)	+1 pts de base	1,03%	↑
ONCE D'OR (en USD)	-0,50%	1.339,85	↓

138^e ANNÉE
BEL 2,50 €
LUX 3,00 €
N°37
08
5 413639 101300

En Syrie, les troupes d'Assad combattent la Turquie et tuent plus de 250 civils près de Damas



C'est un développement spectaculaire de la guerre en Syrie: pour la première fois, la Turquie et le régime de Bachar el-Assad se combattent directement dans la région d'Afrine. Les troupes de Damas se sont en effet déployées dans cette enclave kurde pour y soutenir les milices kurdes, elles-mêmes aux prises avec l'armée turque depuis un mois. Par ailleurs, sur un autre front, les forces du régime syrien pilonnent le fief rebelle de la Ghouta, près de Damas (photo). Le bilan est terrible: au moins 250 civils morts ces trois derniers jours. © BELGA

LIRE EN PAGE 9

Neuf milliards d'ici 2020 dans le pacte d'investissement

Où en est le pacte d'investissement fièrement – et très justement – lancé par Charles Michel l'an dernier? Le Premier ministre se présente ce mercredi matin à la Chambre, en commission Intérieur, afin de faire l'état des lieux de ce plan censé mobiliser, avec l'aide du secteur privé, quelque 60 milliards d'euros d'ici 2020.

Trouvant le temps un brin long, Ecolo et Groen reviennent à la charge avec de nouvelles proposi-

**9
milliards €**

Sur les 9 milliards d'euros de projets identifiés à l'horizon 2020, 1,73 milliard dépend de l'échelon fédéral.

tions. Puisque les pouvoirs locaux sont à l'origine d'environ 30% et 40% des investissements, ne serait-il pas logique de leur ouvrir la porte du comité stratégique chapeautant le pacte? Plus contraignant: Ecolo et Groen soutiennent l'instauration d'une norme d'investissement, tout comme il existe une norme salariale.

De son côté, Charles Michel vient défendre les avancées enregistrées comme l'ajout d'un volet «cybersécurité», la définition d'une stratégie commune intrabélge afin de tenter de faire évoluer les (strictes) normes comptables européennes, ou la création de deux fonds, logés au sein de la SFPI, dédiés aux infrastructures et aux entreprises en croissance.

Pour l'heure, le pacte a identifié pour 9 milliards de projets à l'horizon 2020, dont 1,7 milliard dépend du Fédéral. Mais tout n'y est pas neuf, bien au contraire. LIRE EN PAGE 6

Rapprocher Ores et Resa, l'occasion d'unifier les tarifs

Le sujet est explosif, ce qui n'empêche pas le ministre wallon de l'Énergie, Jean-Luc Crucke (MR), de le défendre haut et clair. Il ne pousse pas seulement à un rapprochement d'Ores et de Resa, avec pour objectif de créer un seul gestionnaire de réseau de distribution de gaz et d'électricité en Wallonie; il voit aussi dans cette fusion l'occasion d'uniformiser les tarifs de

distribution.

Une opération qui se ferait au détriment du consommateur liégeois, qui bénéficie de tarifs plus bas, a d'emblée réagi Damien Ernst, professeur à l'ULiège spécialisé dans l'énergie. Des propos très relayés dans la principauté, où l'on a tendance à voir Resa comme le Petit Poucet poursuivi par l'ogre Ores.

**Ce n'est pas la bonne
gestion de Resa qui fait
la différence, mais bien
la densité du réseau.**

Mais de quel Liégeois parle-t-on? Celui du centre-ville verra très vraisemblablement sa facture d'énergie s'alourdir. L'autre, qui habite la province de Liège mais est desservi par Ores Verviers, devrait payer nettement moins. Ce n'est pas la bonne gestion de Resa qui fait la différence, mais bien la densité du réseau.

EDITORIAL EN PAGE 2
LIRE EN PAGE 15

L'essentiel

Jean Stéphane président de Bone Therapeutics

Un nouveau défi pour l'ancien patron de GSK Vaccines, qui va quitter la présidence de TiGenix pour reprendre celle de Bone Therapeutics.

OLIVIER GOSSET

C'est un renfort de poids pour Bone Therapeutics: Jean Stéphane, l'emblématique ex-patron de GSK Vaccines, a été nommé ce mardi, avec effet immédiat, à la présidence du conseil d'administration de la société carolo spécialisée dans la thérapie cellulaire osseuse, cotée sur Euronext Bruxelles et Paris.

Jean Stéphane, qui succède à Steve Swinson, arrive à un moment clé dans l'histoire de la biotech belge, dont l'un des programmes, ciblant l'ostéonécrose de la hanche, s'approche du terme de son développement.

Considéré comme l'artisan de l'essor mondial de GSK Vaccines (ex-Biologics), Jean Stéphane a littéralement entamé une seconde vie depuis son départ au printemps 2012 du géant pharma britannique, en multipliant les investissements et les postes à responsabilité dans la sphère des biotechs et de la chimie en Belgique. Il préside ainsi, entre autres, le conseil d'administration de

la société belgo-espagnole TiGenix, en cours de rachat par le groupe pharma japonais Takeda. À ce poste, il a supervisé le développement clinique et l'autorisation de mise sur le marché du produit de thérapie cellulaire allogénique le plus avancé de la société, destiné au traitement des fistules périanales liées à la maladie de Crohn. Une réalisation directement liée à l'intention de Takeda d'acquiescer TiGenix pour un montant de 520 millions d'euros.

Un serial entrepreneur

Ce prochain changement de mains n'est d'ailleurs pas étranger à sa décision d'accepter la présidence de Bone Therapeutics. «Il n'y a pas de conflits d'intérêts entre les deux so-



Jean Stéphane. © THIERRY DU BOIS

«Reconstruire de l'os, cela se fait naturellement. Ce que nous devons faire, c'est aider la nature.»

JEAN STÉPHANE
PRÉSIDENT

ciétés, mais c'est aussi une question de temps», a-t-il confié à L'Echo, en rappelant qu'il était petit actionnaire de Bone Therapeutics.

L'ancien patron de GSK Vaccines, dont tous les investissements se sont toujours avérés pertinents jusqu'ici, estime par ailleurs que les perspectives de l'ex-spin-off de l'ULB sont particulièrement prometteuses: «Je crois à l'approche et à la technologie de Bone Therapeutics. Ce n'est pas un projet à très haut risque. Reconstruire de l'os, cela se fait naturellement. Ce que nous devons faire, c'est aider la nature. Il n'y a aucune raison de ne pas avoir de modèle économique avec les résultats que la société a aujourd'hui», a-t-il encore fait valoir.

Jean Stéphane, qui fut également président de l'Union wallonne des Entreprises de 1997 à 2000, siège actuellement au conseil d'administration de nombreuses sociétés des sciences de la vie dont TiGenix, Vaxxion, OncoDNA, CureVac et Bepharbel, dirigée par son fils Vincent.

Il est par ailleurs président de Nanocyl, la spin-off des universités de Namur et Liège spécialisée dans les nanotubes de carbone. Il a auparavant occupé le poste d'administrateur chez Besix Group, BNP Paribas Fortis, GBL et IBA.

À la recherche d'argent frais

Créée en 2006, Bone Therapeutics doit achever cette année le déménagement de ses derniers bureaux bruxellois vers le Biopark de Gosselies (Charleroi), où se situent déjà la plupart de ses installations.

La biotech est à la recherche d'argent frais, sa trésorerie lui permettant actuellement de financer ses activités jusque dans

le courant du deuxième trimestre 2018. Elle a dû annuler fin 2017 un placement privé auprès des investisseurs institutionnels suite à la défection inopinée du groupe russe Pharmstandard. Nul doute que l'arrivée de l'ancien patron de GSK facilitera la tâche du management dans sa recherche de capitaux. «Jean Stéphane dispose d'une expérience sans équivalent en développement de médicaments et dans la structuration de sociétés innovantes des sciences de la vie, secteur au sein duquel il dispose d'une grande renommée, s'est réjoui à cet égard Thomas Lienard, le directeur général de Bone Therapeutics. Nous sommes ravis de pouvoir accueillir un président d'un tel calibre dont la présence atteste du potentiel de notre plateforme unique de thérapie cellulaire osseuse.»

Si le produit autologue (Preob) pour l'ostéonécrose de la hanche est le plus près du marché, il reste réservé à une maladie orpheline. C'est donc le produit allogénique (Allob), créé sur base de moelle osseuse d'un donneur sain, qui représente les espoirs les plus importants de Bone. Le produit, qui est en étude de phase II dans le traitement des fractures avec retard de consolidation et dans la fusion vertébrale, est en effet beaucoup plus intéressant d'un point de vue de la commercialisation et de l'industrialisation.

Lundi, l'entreprise a annoncé l'achèvement du recrutement de son étude de phase IIA dans la fusion vertébrale lombaire avec son produit allogénique. Les données d'efficacité et de sécurité de l'ensemble des 32 patients sont attendues mi-2019, après une période de suivi de 12 mois.

Les taux hypothécaires remontent chez Hello bank!

Avec un nouveau taux minimum de 1,75% fixe sur 20 ans, la filiale en ligne de BNP Paribas Fortis reste officiellement la plus compétitive du marché. Mais il est possible d'obtenir (un peu) mieux dans une banque traditionnelle, après négociation.

ISABELLE DYKMANS

Face aux conditions de marché actuelles, Hello bank!, la banque en ligne de BNP Paribas Fortis, a décidé de relever le taux minimum de son crédit hypothécaire à 20 ans fixe. Il vient de passer de 1,65% à 1,75%. Il s'agit du taux offert si l'emprunteur remplit les quatre conditions suivantes: la domiciliation de salaire (-0,10 points de base), la prise d'assurance solde restant dû (-0,10 points de base) et de l'assurance incendie chez AG Insurance (-0,10 points de base), ainsi que la quotité d'emprunt égale ou inférieure à 80% (-0,20 points de base).

En relevant ses taux, la banque en ligne répond ainsi aux conditions de marché (rendements du marché obligataire, raffermissement de l'économie), explique Valéry Halloy, porte-parole de BNP Paribas Fortis. Pour rappel, les économistes de BNP Paribas Fortis tablent sur une hausse des taux de 50 points de base des taux hypothécaires en 2018. Cependant, BNPP Fortis n'a pas l'intention de modifier ses taux pour le moment, comme cela a été décidé pour sa filiale Hello bank!. La banque capte un quart du marché hypothécaire en Belgique, et ses moindres faits et gestes sont scrutés par la concurrence.

Non négociable

Le taux de Hello bank! reste donc officiellement le plus bas du marché. Mais en coulisses, les banques traditionnelles peuvent offrir de meilleures conditions. De fait, le principal intérêt de passer par une banque en ligne est la transparence des taux. Chez Hello bank!, comme chez sa concurrente Keytrade Bank, dont le taux minimum est actuellement à 1,88% pour l'échéance sur 20 ans, il ne sert à rien de venir avec l'offre d'une autre banque pour espérer un geste commercial. Les taux proposés sont les «meilleurs taux» et ils sont non négociables. Là où, dans les banques traditionnelles, faire jouer la concurrence est un passage obligé pour obtenir de meilleures conditions.

Divisé par deux

Ainsi, chez KBC, le taux d'affiche pour un crédit fixe sur 20 ans est de 2,93%. Mais un client de la banque a récemment obtenu un taux de 1,54%, selon le site guide-epargne.be. Même constat chez Axa, qui affiche officiel-

lement un taux de 3,53% sur 20 ans, mais qui a concédé un taux de 1,57% à un client la semaine dernière, toujours selon le même site. On peut imaginer que le client présentait un excellent dossier (en termes de revenus et d'apport de départ) mais qu'il a aussi fait le tour des banques avant d'obtenir ce taux très concurrentiel...

Achat seul

Le taux de 1,75% proposé d'emblée par Hello bank! peut donc clairement séduire les emprunteurs qui n'ont ni le temps ni l'énergie de jouer au marchand de tapis avec toutes les banques du quartier. Ceci dit, ce crédit n'est pas aussi flexible que celui proposé par les banques traditionnelles, ou même par Keytrade Bank. De fait, il ne peut servir qu'à financer un achat. «Nous ne commercialisons pas encore le crédit habitation pour la construction. Toutefois, nous prévoyons cette option pour avant l'été 2018», précise Valéry Halloy.

Cela n'a pas empêché la banque d'enregistrer 3.100 demandes de crédit en 2017, soit deux fois plus qu'en 2016.

«Hello bank! a décidé de relever ses taux pour répondre aux conditions du marché.»

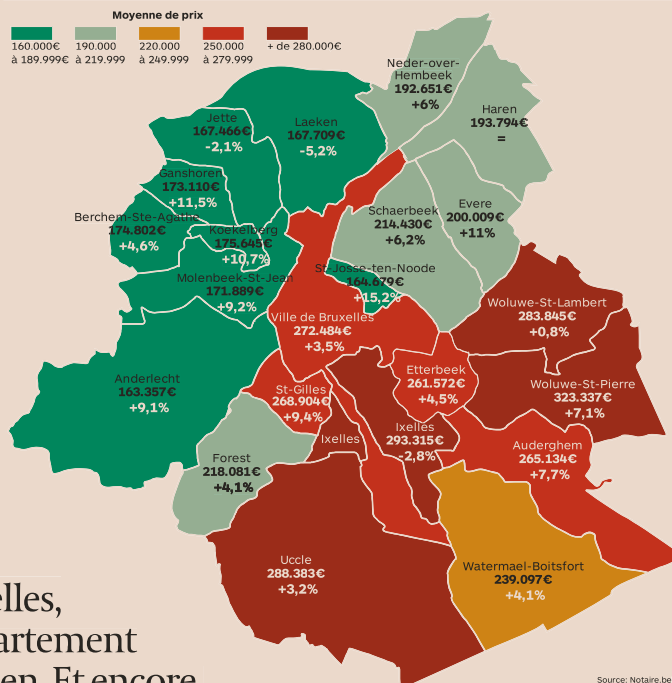
VALÉRY HALLOY

PORTE-PAROLE BNPP FORTIS/HELLO BANK!



Ne manquez pas le guide Immobilier de L'Echo, ce samedi 24 février

ÉVOLUTION DES PRIX DES APPARTEMENTS À BRUXELLES 2017/2016



Source: Notaire.be

À Bruxelles, un appartement sinon rien. Et encore, pas partout!

Après le Brabant wallon (L'Echo du 20/2), c'est au tour des notaires bruxellois de présenter leur bilan 2017 du marché résidentiel. Avec 10% du total des transactions enregistrées à échelle nationale, le marché immobilier de la capitale continue d'afficher une activité stable et encourageante pour le chiffre d'affaires du secteur... et pour celui des études notariales de la capitale. 70% de ce marché concernent désormais des ventes d'appartements. La maison, hors de prix quasi partout, devient une denrée toujours plus rare, surtout au sud de la capitale.

1. Maisons: presque plus rien
Sur le segment de la maison, Bruxelles est la seule région du pays qui enregistre une

diminution de 2,5% par rapport au prix de référence de 2016.

Malgré cette correction de prix, les maisons y restent de loin les plus chères du pays, avec un prix moyen fixé désormais à 429.689 euros. Les moins chères (sous la barre des 300.000 euros) se situent toujours au nord de Bruxelles, dans les communes de Molenbeek-Saint-Jean, Anderlecht, Koekelberg, Haren et Neder-Over-Heembeek.

La commune bruxelloise la plus abordable pour une maison d'habitation est toujours Molenbeek-Saint-Jean, avec un prix moyen de 286.376 euros (33% sous le prix moyen régional). Laeken, Neder-Over-Heembeek et Forest connaissent une forte

hausse du prix moyen des maisons (+ 9%).

2. Appartements: à l'ouest, ça monte également

Avec un prix moyen de 234.736 euros, les appartements bruxellois (70% du marché) sont 9% plus chers que la moyenne nationale, établie à 215.440 euros. C'est à Evere, Saint-Gilles et dans les communes situées à l'ouest de Bruxelles (Ganshoren, Koekelberg, Molenbeek-Saint-Jean et Anderlecht) que les prix connaissent une croissance soutenue par rapport à 2016 (+ 9% à + 12%). Pour trouver le prix moyen le plus bas (163.357 euros), il faut se hâter de chercher du côté d'Anderlecht (voir carte).

PH. C.